

PREFECTURE DU RHONE

DIRECTION DE LA CITOYENNETE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Lyon, le 20 OCT. 2009

Sous-Direction de l'Environnement

3^{ème} Bureau
Environnement industriel

Affaire suivie par Monique DURAND
☎ : 04 72 61 61 50
✉ : monique.durand@rhone.pref.gouv.fr

**ARRETE
DE MISE EN DEMEURE**

*Le Préfet de la Zone de défense Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 1997 modifié autorisant la société SOGARIS DEVELOPPEMENT à exploiter des entrepôts de stockage de matières combustibles sur le site de la plate-forme logistique du Grand Lyon (bâtiments 1, 2, 3, 4, 5, 7), dans la ZAC des Pierres Blanches à MIONS ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 mars 2003 modifié autorisant la société SOGARIS DEVELOPPEMENT à augmenter la capacité de stockage de la plate-forme logistique du Grand Lyon (bâtiments 6, 8, 9, 11, 13) qu'elle exploite dans la ZAC des Pierres Blanches à MIONS ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2003 autorisant la société SOGARIS DEVELOPPEMENT à poursuivre l'exploitation des installations de maturation de bananes et de réfrigération et compression de la plate-forme logistique du Grand Lyon (bâtiments 1 et 5) à MIONS ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 août 2006 modifiant le tableau des activités classées et imposant à la société SOGARIS DEVELOPPEMENT la réalisation d'un plan d'opération interne concernant la plate-forme logistique du Grand Lyon qu'elle exploite dans la ZAC des Pierres Blanches à MIONS ;

VU le rapport du 8 octobre 2006 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

.../...

CONSIDERANT qu'une visite d'inspection approfondie réalisée le 30 septembre 2009 a permis à l'inspecteur des installations classées de constater notamment que la mise à jour du plan d'opération interne n'avait pas encore été validée et qu'aucun exercice annuel n'avait été organisé sur le site ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de l'exploitant qu'il prenne les mesures nécessaires pour respecter les dispositions du point 6.4.1 de l'article 2 de l'arrêté du 31 décembre 1997, créé par l'arrêté du 21 août 2006 susvisé relatif au plan d'opération interne de l'établissement ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société SOGARIS DEVELOPPEMENT est mise en demeure de respecter les dispositions du point 6.4.1 de l'article 2 de l'arrêté du 31 décembre 1997 susvisé, pour l'exploitation de la plate-forme logistique du Grand Lyon implantée dans la ZAC des Pierres Blanches à MIONS, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

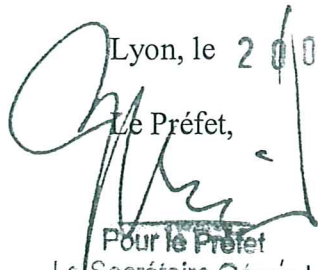
ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de MIONS,
- à l'exploitant.

Pour copie conforme
La Secrétaire Administrative déléguée


Monique DURAND

Lyon, le 20 OCT. 2009

Le Préfet,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
René BIDAL